

# Le 14 février 2003 au Conseil de Sécurité des Nations unies

## Souvenirs d'un pharmacien

Philippe Michel (1) (Bx 65)

Jacques Chirac, cinquième Président de la V<sup>e</sup> République, vient de disparaître ce 26 septembre 2019, à l'âge de 86 ans. Parmi les nombreux hommages qui lui sont rendus, un est très fréquemment cité et concerne le veto annoncé par la France au Conseil de Sécurité de l'ONU le 14 février 2003 contre le projet d'intervention des USA en Irak. Ce projet de résolution présenté ce jour-là par Georges Bush et Colin Powell, est probablement celui qui a le plus marqué les esprits des commentateurs. Ce projet d'entrée en guerre contre l'Irak répondrait au manque de coopération des Irakiens lors de nos inspections, nous empêchant de trouver des armes et des sites toujours actifs.

Nous sommes inspecteurs de l'UNMOVIC (*United Nation Monitoring Verification Inspection Commission*) et agissons en Irak dans le cadre de la Résolution 1441. Pour ce faire, nous avons inspecté de nombreux sites impliqués dans le programme d'ADM NBC, depuis notre arrivée sur le sol irakien en novembre 2002 et venons de rédiger ensuite ce rapport d'étape. Nos conclusions sont claires, même s'il nous manque quelques semaines pour présenter des conclusions définitives. Notre rapport écarte toute volonté irakienne de nous cacher des sites et/ou des armes et que l'ensemble des ADM produites ont été détruites et qu'aucun autre programme n'est actif.

Ce rapport est présenté ce jour même au Conseil, par notre chairman, l'ambassadeur suédois Hans Blix qui a invité quelques cadres de l'UNMOVIC à assister aux discussions suivant sa présentation. Celle-ci est suivie par les 15 membres du Conseil qui expriment

ensuite en 10 mn leur position vis-à-vis de la position américaine de recourir à la force pour obtenir une meilleure coopération de l'Irak. Dans le cadre des statuts de l'ONU, seuls les USA, la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne et la France disposent du droit de veto pour bloquer la résolution.

Dans les semaines qui ont précédé cette réunion, les USA ont insisté sur le fait que les inspecteurs de l'UNMOVIC ont failli dans leurs activités et que des armes et des sites actifs existent toujours en Irak. Ainsi Colin Powell, Secrétaire d'État, présente quelques jours avant cette même réunion, le 5 février, une fiole d'anthrax « capable de tuer des centaines de personnes, évoque des laboratoires enterrés et... des camions laboratoires circulant de nuit ». Il faut ensuite lui reconnaître un certain courage, car il admettra dans les mois qui suivent, avoir été abusé par ses « services ».

Ce 14 février, nous étions donc quelques experts UN de nationalités différentes debout à quelques mètres au-dessus de Jacques Chirac et Dominique de Villepin qui vont participer à un vote éventuel et préparent leur réponse au nom de la France. Le Conseil est convoqué ce jour-là par les USA et la Grande-Bretagne, pour discuter de leur projet de nouvelle intervention militaire en Irak.

Discours de Dominique de Villepin « Monsieur le Président, à ceux qui se demandent avec angoisse quand et comment nous allons céder à la guerre, je voudrais dire que rien, à aucun moment, au sein de ce Conseil de sécurité, ne sera le fait de la précipitation, de l'incompréhension, de la suspicion ou de la peur. Dans ce temple des Nations unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix. Et c'est un vieux pays, la France, un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'Occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à



Dominique de Villepin et Jacques Chirac ce 14 février.

*l'Histoire et devant les hommes. Fidèles à ses valeurs, il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale.*

*Il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur ».*

Fait rare, Dominique de Villepin est applaudi par les opposants à la guerre. L'ONU se déchire et les USA décident de se passer du vote, craignant les vetos français et russe. La seconde guerre d'Irak débute un mois plus tard le 19 mars 2003, déclenchée par les États-Unis alliés à la Grande-Bretagne, sans l'aval des Nations unies.

Le 18 mars, nous quittons l'Irak dans l'après-midi vers la base aérienne de Larnaca à Chypre. Dans le même temps M. Chirac déclare : « *L'Irak ne représente pas aujourd'hui une menace immédiate telle qu'elle justifie une guerre immédiate. La France en appelle à la responsabilité de chacun pour que la légalité internationale soit respectée (...). S'affranchir de la légitimité des Nations unies, privilégier la force sur le droit, ce serait prendre une lourde responsabilité* ».

La seconde guerre d'Irak débute la nuit suivante, déclenchée par les États-Unis, alliés à la Grande-Bretagne, sans l'aval de l'ONU. Les inspections voulues par les deux alliés débutent en avril 2003 et les 1 200 inspecteurs US et anglais engagés (10 fois nos effectifs) concluent fin 2004, avant de dissoudre leur groupe, à l'absence de tout programme prolifératif irakien. La suite des événements est dans toutes les mémoires...



Notre évacuation de Bagdad le 18 mars.

(1) Ex-Chef Inspecteur (Bio) de l'UNMOVIC à Bagdad.